

## De la participation à la durabilité : évaluation du rôle d'une Organisation Non Gouvernementale locale dans l'amélioration de la nutrition communautaire en milieu rural en République démocratique du Congo

*From Participation to Sustainability: Evaluating the Role of a Local Non-Governmental Organization in Improving Community Nutrition in Rural Areas of the Democratic Republic of the Congo*

Célestin MVUENDE KIKAYA<sup>1,\*</sup>, Mathias OKITANYENGO NYENGO<sup>2</sup>, Pierre-Célestin MUTINSUMU MUFENG<sup>3</sup>, Fridolin KODONDI KULE KOTO<sup>4</sup>

<sup>1</sup>Section des Sciences des Aliments, Nutrition et Diététique, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kidima, Kongo-Central, RD Congo.

<sup>2</sup>Section Santé Communautaire, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Lodja, Sankuru, RD Congo.

<sup>3</sup>Section des Sciences des Aliments, Nutrition et Diététique, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa, Kinshasa, RD Congo.

<sup>4</sup>Faculté des Sciences Pharmaceutiques, Université de Kinshasa, Kinshasa, RD Congo

### RESUME:

La malnutrition reste un défi majeur de santé publique en République Démocratique du Congo, particulièrement en milieu rural. Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) jouent un rôle complémentaire crucial dans les programmes communautaires, mais les données sur leur efficacité et durabilité sont rares. Cette étude a évalué le rôle de l'ONG SOPAM dans l'amélioration de la nutrition communautaire dans le Territoire de LUKULA au Kongo-Central, en République démocratique du Congo. C'est une étude qualitative à visée évaluative qui a utilisé les techniques d'entretiens semi-structurés, des focus groups et une analyse documentaire. Quarante participants ont été sélectionnés par choix raisonné (personnel de l'ONG, agents publics, représentants paysans). Une analyse thématique avec NVivo a été guidée par un cadre théorique combinant empowerment communautaire, gouvernance collaborative et développement durable. Les interventions couvraient la production agricole, l'agroforesterie et la protection environnementale. L'approche participative a favorisé une forte implication communautaire. Cependant, l'autonomie économique restait limitée, avec une dépendance persistante à l'ONG. La gouvernance collaborative excluait le secteur de la santé, une lacune critique. Des pratiques durables émergent (agroforesterie, métagage), mais le transfert des compétences était partiel, menaçant la durabilité à long terme. L'approche participative des ONG locales peut promouvoir l'empowerment social et des pratiques durables. Un impact durable nécessite l'intégration du secteur santé, le renforcement de l'autonomie économique et des stratégies de sortie formalisées avec transfert des compétences.

**Mots clés :** nutrition communautaire, organisation non gouvernementale, sécurité alimentaire, empowerment, malnutrition, développement durable.

### ABSTRACT :

Malnutrition remains a major public health challenge in the Democratic Republic of the Congo, particularly in rural areas. Non-Governmental Organizations (NGOs) play a crucial complementary role in community-based programs, yet data regarding their effectiveness and sustainability remain scarce. This study evaluated the role of the NGO SOPAM in improving community nutrition in the Lukula Territory, Kongo Central Province, Democratic Republic of the Congo. This was an evaluative qualitative study that employed semi-structured interviews, focus group discussions, and document analysis. Forty participants were purposively selected, including NGO staff members, public sector agents, and representatives of farmers' associations. Thematic analysis using NVivo was guided by a theoretical framework combining community empowerment, collaborative governance, and sustainable development. The interventions focused on agricultural production, agroforestry, and environmental protection. The participatory approach promoted strong community involvement. However, economic autonomy remained limited, with a persistent dependence on the NGO. Collaborative governance excluded the health sector, which represented a critical gap. Although sustainable practices such as agroforestry and sharecropping emerged, the transfer of skills remained partial, thereby threatening long-term sustainability. The participatory approach adopted by local NGOs may promote social empowerment and sustainable practices. However, achieving lasting impact requires the integration of the health sector, the strengthening of economic autonomy, and the implementation of formalized exit strategies accompanied by effective skills transfer.

**Keywords :** community nutrition, NGOs, food security, empowerment, malnutrition, sustainable development.

### \*Adresse des Auteur(s)

**Célestin MVUENDE KIKAYA**, Section des Sciences des Aliments, Nutrition et Diététique, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kidima, Kongo-Central, RD Congo ;

**E-mail :** [mvuendek@gmail.com](mailto:mvuendek@gmail.com)

**Tél :** +243 826036681 ;

**Mathias OKITANYENGO NYENGO**, Section Santé Communautaire, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Lodja, Sankuru, RD Congo ;

**Pierre-Célestin MUTINSUMU MUFENG**, Section des Sciences des Aliments, Nutrition et Diététique, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa, Kinshasa, RD Congo ;

**Fridolin KODONDI KULE KOTO**, Faculté des Sciences Pharmaceutiques, Université de Kinshasa, Kinshasa, RD Congo.

## I. INTRODUCTION

La malnutrition reste un défi majeur de santé publique dans les pays à faible et moyen revenu, l'Afrique subsaharienne supportant une charge disproportionnée [1, 2]. En 2024, près de 298 millions de personnes en Afrique, environ 20,4 % de la population, étaient en situation d'insécurité alimentaire, faisant de cette région, la plus touchée au monde [3].

La République Démocratique du Congo illustre cette crise, avec environ 28 millions de personnes confrontées à la faim aiguë et près de 40 % de la population souffrant d'insécurité alimentaire chronique en 2025 [4].

Les populations rurales sont particulièrement vulnérables en raison d'un accès limité aux services de santé, à une alimentation diversifiée et aux opportunités économiques [5]. Les interventions communautaires des ONG sont apparues comme des stratégies prometteuses pour lutter contre la malnutrition dans ces contextes, en mobilisant les ressources locales et la participation communautaire [6, 7].

Les organisations non gouvernementales jouent un rôle complémentaire crucial aux services étatiques dans la mise

## De la participation à la durabilité : évaluation...

en œuvre de tels programmes, particulièrement dans les contextes fragiles où la capacité gouvernementale est limitée [8].

Les approches contemporaines de santé publique soulignent l'importance des interventions « nutrition-sensibles » qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la malnutrition, notamment la sécurité alimentaire, les pratiques de soins et l'environnement sanitaire [9]. Ces interventions combinent production agricole, autonomisation communautaire et éducation nutritionnelle pour obtenir des améliorations durables de l'état nutritionnel [10].

En milieu rural, les stratégies de production alimentaire des ménages et de diversification agricole ont démontré un potentiel significatif pour améliorer la nutrition, particulièrement chez les femmes et les enfants [11].

La participation communautaire est largement reconnue comme essentielle à l'efficacité des interventions. Les cadres théoriques de l'empowerment communautaire suggèrent que les interventions sont plus efficaces lorsqu'elles renforcent la capacité des communautés à identifier leurs propres besoins, à agir collectivement et à gérer les ressources mobilisées [12, 13].

Appliquée à la nutrition, cette approche implique que les communautés doivent être pleinement impliquées dans le diagnostic, la prise de décision et la mise en œuvre [14]. L'efficacité des interventions des ONG dépend également de mécanismes de gouvernance collaborative coordonnant les multiples parties prenantes, y compris les institutions publiques, les organisations communautaires et les autres acteurs de développement [15, 16].

Dans les contextes ruraux aux ressources limitées, cette coordination est essentielle pour relever des défis complexes qui traversent les secteurs de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale [17]. La durabilité représente une préoccupation critique dans les programmes des ONG, les données suggérant que même des interventions réussies peuvent ne pas maintenir leurs effets après le retrait du soutien externe [18].

Le paradigme du développement durable met l'accent sur l'équilibre entre efficacité, équité et durabilité, exigeant que les interventions renforcent les structures locales existantes et contribuent au changement structurel au-delà des cycles de projet [19].

La province du Kongo-Central, malgré son potentiel agricole, présente une vulnérabilité nutritionnelle persistante, particulièrement dans le Territoire de LUKULA. L'ONG SOPAM est active dans cette zone, mettant en œuvre des

interventions axées sur la promotion agricole, la sensibilisation environnementale et la mobilisation communautaire. Cependant, les données probantes sur l'efficacité et la durabilité des interventions locales dans le contexte rural congolais restent limitées.

Cette étude visait à évaluer le rôle de la SOPAM dans la contribution potentielle aux déterminants communautaires de la nutrition en milieu rural à LUKULA, en répondant aux questions de recherche suivantes : quelles stratégies d'intervention la SOPAM met-elle en œuvre ? Quels changements observe-t-on dans les pratiques locales des bénéficiaires ? Quels facteurs facilitent ou limitent l'efficacité et la durabilité des interventions ?

Nous avons adopté un cadre interdisciplinaire intégrant trois perspectives théoriques complémentaires. La théorie de l'empowerment communautaire examine comment les interventions renforcent la capacité des communautés à agir collectivement et à développer leur autonomie décisionnelle [12, 13]. La théorie de la gouvernance collaborative analyse la coordination multi-acteurs et la qualité des partenaires [15, 16]. Le paradigme de développement durable évalue la durabilité des interventions et leur contribution au changement structurel [19].

Ce cadre a guidé notre analyse de la manière dont les interventions de la SOPAM produisent des effets et si ces effets sont susceptibles de persister au-delà de la période du projet.

## II. MATERIELS ET METHODES

### II.1. Type d'étude

Nous avons mené une recherche qualitative à visée évaluative utilisant une approche d'étude de cas. Cette étude a été conçue pour saisir en profondeur les dynamiques locales, les perceptions des acteurs et les mécanismes par lesquels les interventions de la SOPAM produisent ou non des effets sur la nutrition communautaire. Les méthodes qualitatives sont particulièrement appropriées pour explorer des phénomènes sociaux complexes et comprendre les facteurs contextuels qui influencent les résultats des interventions [20].

### II.2. Milieu d'étude

L'étude a été réalisée dans la région du Mayombe, Territoire de LUKULA, Province du Kongo-Central, en République Démocratique du Congo. Cette zone rurale a été sélectionnée en raison de la présence d'une ONG active (SOPAM) mettant en œuvre des programmes de sécurité alimentaire, de l'accessibilité du lieu, et de la disponibilité des acteurs locaux

à participer à la recherche. La région est caractérisée par une agriculture de subsistance, des infrastructures limitées et une insécurité alimentaire persistante malgré le potentiel agricole.

### II.3. Sélection des participants et échantillonnage

Nous avons procédé à un échantillonnage par choix raisonné pour sélectionner des participants capables de fournir des informations riches sur les interventions de la SOPAM. La population cible comprend trois catégories d'acteurs : les agents de terrain de la SOPAM impliqués dans la mise en œuvre des programmes, les agents des services publics collaborant avec la SOPAM (environnement, agriculture, développement rural) et les représentants des associations paysannes bénéficiant des interventions de la SOPAM. Les critères d'inclusion étaient :

- Etre agent de terrain de la SOPAM ayant travaillé sur des programmes de sécurité alimentaire,
- Etre agent d'un service public ayant une expérience de collaboration avec la SOPAM et résidant dans la zone d'intervention,
- Etre membre d'une association paysanne ayant bénéficié des interventions de la SOPAM,
- Fournir un consentement éclairé à participer.

Nous avons sélectionné 40 participants : 6 agents de la SOPAM, 6 agents des services publics et 28 délégués d'associations. Le choix des participants a été fait sur base d'un critère essentiel : l'implication directe aux interventions de la SOPAM. Etant donné que la SOPAM n'accompagne pas les paysans individuellement, mais plutôt elle accompagne les paysans regroupés dans 28 associations paysannes. Ainsi, nous avons sélectionné 1 délégué par association, soit un total de 28 délégués des paysans. Les 6 agents de SOPAM sont les animateurs actifs de terrain et les 6 agents des services publics ont été sélectionnés dans les services publics ayant un lien avec les activités de SOPAM. Il s'agit des services d'agriculture, développement rural et environnement.

La forte proportion de femmes parmi les délégués paysans, 21 sur 28, reflète la composition réelle des groupes bénéficiaires dans la zone d'étude, où les femmes sont principalement responsables de la production alimentaire des ménages et de la nutrition.

### II.4. Collecte des données

Les données ont été collectées de novembre 2025 à mars 2026 en utilisant trois techniques complémentaires :

- Les entretiens semi-structurés ont été menés auprès des agents de la SOPAM et des agents des services publics. Le guide d'entretien explorait les domaines

d'intervention, les stratégies de mise en œuvre, la participation communautaire, les mécanismes de gouvernance et les considérations de durabilité. Les entretiens ont duré 45 minutes et ont été menés en français.

- Les groupes de discussion ont été organisés avec les délégués des associations paysannes : Trois groupes de discussion ont été menés, chacun avec 8 à 10 participants, en utilisant un guide de discussion couvrant la pertinence des interventions, les expériences de participation, le renforcement des capacités, l'implication dans la prise de décision et les changements perçus. Les groupes de discussion ont duré 60 minutes et ont été menés en kikongo avec l'animation d'un locuteur natif.

L'analyse documentaire a examiné les plans opérationnels de la SOPAM, les rapports d'activités, les cadres de suivi et les documents de projet pour trianguler les données des entretiens et comprendre la conception des interventions.

### II.5. Analyse des données

Les données qualitatives recueillies lors des entretiens ont été traitées à l'aide du logiciel NVivo 14. Ce logiciel a servi à organiser, coder et analyser thématiquement les données afin de faire émerger les thèmes principaux relatifs au rôle de la SOPAM dans l'amélioration de la nutrition communautaire rurale. Des observations non participantes des activités communautaires et agricoles ont également été réalisées afin de contextualiser les données issues des entretiens et groupes de discussion.

Nous avons mené une analyse thématique suivant l'approche du cadre conceptuel [21], appropriée pour la recherche qualitative à visée opérationnelle. La collecte des données a été poursuivie jusqu'à l'atteinte d'une saturation thématique, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'aucun nouveau thème significatif n'émerge des entretiens et groupes de discussion. L'analyse a procédé en cinq étapes : la familiarisation des données, le codage des données, le développement d'un cadre, le synthèse et interprétation des données.

### Rigueur et crédibilité

Nous avons renforcé la rigueur méthodologique par plusieurs stratégies [22] :

- La triangulation des sources (de multiples sources de données et catégories de participants ont permis une vérification croisée),
- L'engagement prolongé (l'auteur principal) a passé trois mois dans la zone d'étude, établissant la confiance et comprenant le contexte),

## De la participation à la durabilité : évaluation...

- La vérification par les participants (les résultats préliminaires ont été discutés avec des informateurs clés pour vérifier les interprétations),
- La traçabilité (une documentation détaillée des décisions méthodologiques a assuré la transparence)
- Et la réflexivité (les chercheurs ont tenu des journées réflexives pour examiner les biais potentiels).

### II.6. Considérations éthiques

L'étude a reçu l'approbation éthique du Comité d'éthique de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa n° 0175/CBE/ISTM/KIN/RDC/PMBBL/2025 en date du 23/06/2025.

Les autorisations administratives ont été obtenues de la Division Provinciale de la Santé du Kongo-Central, de la Zone de Santé Rurale de Kangu et de la direction de la SOPAM.

Tous les participants ont fourni un consentement éclairé écrit après avoir reçu des informations détaillées sur les objectifs, procédures et droits liés à l'étude. L'anonymat et la confidentialité ont été garantis, des pseudonymes sont utilisés dans les rapports.

### II.7. Limites de l'étude

- L'aspect qualitatif, bien qu'approprié pour une compréhension approfondie, limite la généralisation à d'autres contextes.
- L'absence de représentants du secteur de la santé, exclus par la SOPAM de la participation, a contraint notre analyse de la collaboration intersectorielle.
- Les données déclaratives recueillies auprès des bénéficiaires et des agents de l'ONG peuvent avoir été influencées par un biais de désirabilité sociale.
- L'étude a capturé les perceptions des parties prenantes à un moment donné, une recherche longitudinale permettrait de mieux évaluer la durabilité dans le temps.

Malgré ces limites, l'étude fournit des données contextuelles riches sur l'efficacité des ONG dans un contexte peu étudié, avec des résultats qui résonnent avec la littérature plus large sur la programmation des interventions communautaires rurales.

## III. RESULTATS

### III.1. Caractéristiques des participants

Le tableau 1 suivant illustre les caractéristiques des participants à l'étude.

Tableau 1 : Caractéristiques des participants

Catégorie	Hommes	Femmes	Total	%
Agents SOPAM	5	1	6	15 %
Agents services publics	6	0	6	15 %
Délégués paysans	7	21	28	70 %
Total	18	22	40	100 %
%	45	55	100 %	

### III.2. Domaines d'intervention et stratégies

Les interventions de la SOPAM couvraient de multiples domaines alignés sur les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition. Un coordinateur de programme de la SOPAM a expliqué : « Actuellement, nous accompagnons la population dans différents domaines : la production agricole, l'agroforesterie, les infrastructures rurales, la structuration des organisations paysannes et la protection de l'environnement ».

Les modalités de soutien comprenaient la fourniture d'intrants (semences, outils), l'assistance technique, la formation et un soutien financier limité. Les interventions étaient mises en œuvre par la présence directe d'animateurs de la SOPAM sur le terrain, avec des programmes durant généralement plus de trois ans, une durée plus longue que des nombreux projets d'ONG.

La stratégie de ciblage adoptait une approche inclusive : « les bénéficiaires sont les paysans, femmes et hommes, membres des associations paysannes ».

### III.3. Participation communautaire et empowerment

Les participants ont systématiquement rapporté des niveaux élevés d'implication communautaire dans les activités du programme. Un agent de la SOPAM a décrit : « la participation des bénéficiaires se fait fortement remarquer, de l'élaboration des programmes à leur réalisation ».

Les délégués des paysans ont confirmé cet engagement : « nous participons à des formations sur les techniques agricoles, le reboisement et l'agroforesterie. Les sensibilisations portent sur l'agriculture et l'éducation environnementale ».

Cependant, si la participation sociale était robuste, l'autonomie économique restait limitée. Un agent de la SOPAM a reconnu : « l'autonomisation perçue est moyenne parce que les activités des bénéficiaires dépendent toujours de notre apport ». Cette dépendance a été reflétée par les bénéficiaires : « Nos moyens sont insuffisants et certaines activités nécessitent la présence de la SOPAM ».

La SOPAM a investi substantiellement dans le renforcement des capacités par la formation, l'accompagnement technique

et le suivi. Un agent de la SOPAM a expliqué : « nos programmes prévoient des activités de transfert des compétences à base : formations, appui technique, suivis ». Les délégués paysans ont confirmé avoir reçu une formation : « les membres de nos comités directeurs sont régulièrement formés pour poursuivre les activités ». Cependant, l'appropriation des compétences restait partielle : « le degré d'appropriation des savoirs par les bénéficiaires directs et leur transmission aux autres membres de la communauté, est partiel ».

Les processus décisionnels étaient décrits comme consultatifs mais contraints : « la prise de décisions est décentralisée. Les paysans sont consultés pour exprimer leurs souhaits dans la limite des contraintes budgétaires ». Les bénéficiaires percevaient leur influence comme limitée : « Quelques fois, nous sommes consultés, mais certaines décisions sont prises selon la planification du projet », « Oui, il arrive que notre avis soit pris en compte après consultation ».

#### III.4. Gouvernance collaborative

La SOPAM avait établi des relations de collaboration avec de multiples parties prenantes, y compris les autorités locales et les services techniques étatiques [environnement, développement rural et agriculture). Un agent de la SOPAM a décrit : « Les parties prenantes sont le personnel de la SOPAM, les paysans bénéficiaires, les autorités locales et les services étatiques. Leur degré d'inclusion est élevé ».

Cependant, le secteur de la santé était notablement absent de ce cadre collaboratif. Un agent des services publics a commencé : « notre service collabore avec la SOPAM, mais la collaboration est faible, limitée à la participation à quelques réunions ». Cette exclusion a été identifiée comme une contrainte par les répondants du secteur public : « Le frein majeur à une collaboration plus étroite est la non intégration de nos services dans la réalisation et le suivi de leurs activités ».

Les mécanismes de consultation comprenaient des ateliers, des réunions et des séances de suivi des activités. Les agents de la SOPAM caractérisaient la collaboration comme forte : « le degré de collaboration est fort, avec une participation régulière aux réunions, une co-construction des projets et une exécution partagée des activités avec partage des responsabilités ». Cependant, la perception divergente des agents des services publics suggère que la qualité de la collaboration variait selon les catégories de parties prenantes. Alors que les autorités locales et certains services techniques étaient bien intégrés, d'autres restaient périphériques.

Cette divergence de perception révèle probablement une asymétrie dans les rapports institutionnels et une différence d'attentes entre acteurs non gouvernementaux et services publics.

#### III.5. Pratiques émergentes et durabilité

Les interventions de la SOPAM avaient stimulé l'adoption de plusieurs pratiques agricoles durable sur le plan environnemental : « Nous avons identifié des pratiques locales comme le métayage, la pratique de l'agroforesterie, le système d'information du marché permettant des ventes groupées.

Les bénéficiaires ont rapporté des changements de comportement : « Bien que faiblement, nous observons une appropriation sur la protection de la forêt par l'abstinence aux feux de brousse, la rotation des cultures, le labour manuel localisé, le métayage ». Les considérations environnementales étaient intégrées dans la programmation : « SOPAM prend en compte la protection de l'environnement par la pratique de l'agroforesterie, le respect de la durée de jachère pour améliorer la production agricole et met un accent particulier sur l'incinération abusive de la forêt ».

Malgré des changements des pratiques positifs, la durabilité restait précaire. Un agent de la SOPAM a exprimé son inquiétude : « La capacité de poursuite des programmes après le retrait de la SOPAM est moyenne, étant donné l'insuffisance des moyens des bénéficiaires et la faible capacité organisationnelle des associations paysannes ». La nature partielle du transfert des compétences a été soulignée : « Le degré d'appropriation des savoirs par les bénéficiaires directs, et leur transmission aux autres membres de la communauté, est partiel ».

La durabilité financière était particulièrement problématique : « la capacité des bénéficiaires à financer ou cofinancer leurs activités est faible. Cette communauté reste dépendante de la SOPAM ».

Les bénéficiaires reconnaissaient cette dépendance tout en exprimant des aspirations à une plus grande autonomie : « Nous demandons à la SOPAM d'appuyer nos activités génératrices de revenus pour que nos revenus augmentent. Cela nous aiderait à financer nos propres activités ».

Plusieurs facteurs contextuels facilitaient l'efficacité des interventions. Un agent de la SOPAM a identifié : « Les facteurs de réussite incluent : le partenaire d'appui permanent, la régularité des activités, les bonnes conditions de production agricole, la paix dans la zone d'intervention et la communication facilitée par la présence des opérateurs

## De la participation à la durabilité : évaluation...

mobiles ». La durée à long terme des programmes (plus de trois ans) a également été citée comme permettant une consolidation progressive des pratiques.

### IV. DISCUSSION

Cette étude a évalué le rôle d'une ONG locale dans la contribution aux déterminants communautaires de la nutrition en milieu rural en RDC, examinant les stratégies d'intervention, la participation communautaire, les mécanismes de gouvernance et les perspectives de durabilité.

Nos résultats révèlent un tableau nuancé : si l'approche participative et multisectorielle de la SOPAM a favorisé l'autonomisation communautaire sociale et l'adoption de pratiques agricoles durables, la dépendance économique et la collaboration institutionnelle incomplète menacent la durabilité à long terme. En effet, la participation communautaire aux activités agricoles permet l'implication et l'appropriation communautaire tout en favorisant le transfert des compétences et l'adoption de bonnes pratiques locales.

Conformément à la théorie de l'empowerment communautaire [12, 13], l'approche participative de la SOPAM a généré un fort engagement communautaire et un empowerment social. Les bénéficiaires étaient impliqués de la conception à la mise en œuvre des programmes, participant aux formations, sensibilisations et consultations décisionnelles.

Cela correspond aux données probantes indiquant que la participation communautaire améliore la légitimité, la pertinence et l'appropriation des interventions [14, 23].

Cependant, nos résultats révèlent une distinction critique entre l'empowerment social et économique. Alors que les bénéficiaires ont connu un renforcement du capital social, des connaissances et de l'action collective, l'autonomie économique restait limitée, avec une dépendance persistante aux ressources de l'ONG. Cela rejoint les préoccupations soulevées dans la littérature sur la durabilité de l'empowerment obtenu par des interventions financées de l'extérieur [24].

Nos résultats suggèrent que la SOPAM a facilité avec succès les processus d'empowerment mais n'a pas encore atteint des résultats d'empowerment complets.

Cet empowerment partiel a des implications importantes. La recherche sur les programmes nutritionnels communautaires dans les pays à faible et moyen revenu indique que les contraintes économiques compromettent souvent même les interventions bien connues [25, 26]. Des études menées au

Soudan du Sud démontrent que la combinaison de programmes nutritionnels avec un soutien aux moyens de subsistance [associations villageoises d'épargne et de crédit, génération de revenus] améliore la résilience des ménages [26].

Nos résultats renforcent la nécessité d'intégrer explicitement des composantes de renforcement économique.

L'approche de gouvernance de la SOPAM illustre des éléments de gouvernance collaborative [15, 16], avec des mécanismes de coordination établis impliquant plusieurs services techniques étatiques.

Cet engagement multi-acteurs correspond aux recommandations pour une programmation nutrition –sensible qui s'attaque aux multiples déterminants de la malnutrition [9, 10]. Cependant, l'exclusion du secteur de la santé représente une lacune critique. La nutrition est fondamentalement un résultat de santé, et des programmes nutritionnels communautaires efficaces nécessitent une intégration avec les systèmes de santé pour le dépistage, l'orientation, le traitement de la malnutrition et la prestation d'interventions nutrition spécifiques [27].

L'initiative JUNIPr en Ethiopie illustre cette approche intégrée, construisant explicitement une coordination entre les secteurs de la santé, de l'alimentation, de l'eau – assainissement et de la protection sociale [28]. De même, le programme de renforcement nutritionnel en Namibie repose sur des agents de santé communautaires formés pour identifier la malnutrition et orienter les familles vers les services de santé [27]. L'absence de collaboration avec le secteur de la santé dans la programmation de la SOPAM limite l'évaluation de l'impact sanitaire.

Les perceptions divergentes de la qualité de la collaboration entre les agents de la SOPAM et les agents des services publics méritent attention. Alors que la SOPAM caractérisait la collaboration comme forte et parfaite, les agents publics la décrivaient comme faible et limitée à la participation à des réunions. Cet écart perceptif suggère qu'un partenariat significatif nécessite plus qu'une consultation occasionnelle. Il exige une planification partagée, une mise en œuvre conjointe et une responsabilité mutuelle [15].

L'adoption de pratiques agricoles durables [agroforesterie, rotation des cultures, réduction des feux de brousse, métayage] représente une réalisation significative. Ces pratiques répondent à la durabilité environnementale tout en améliorant potentiellement la production alimentaire, s'alignent sur les principes du développement durable [19]. Des données probantes du programme NEX4FOOD au Mali démontrent que le renforcement des chaînes de valeur

agricoles et la promotion de pratiques résilientes au climat peuvent améliorer substantiellement les résultats nutritionnels [26].

Cependant, la durabilité au-delà de la période du projet reste incertaine. La nature partielle du transfert des compétences, la capacité organisationnelle limitée des associations paysannes et la dépendance financière menacent toutes la durabilité. Cela est cohérent avec les données d'autres contextes indiquant que même des interventions réussies d'ONG peinent souvent à maintenir leurs effets après le retrait [18]. Ager et al., [18] soulignent que la durabilité nécessite des stratégies délibérées de renforcement institutionnel et de développement des capacités locales tout au long du cycle du projet.

Nos résultats ont plusieurs implications pour les ONGs, les décideurs politiques et les praticiens concevant des programmes communautaires dans des contextes fragiles à faibles ressources :

- Premièrement, intégrer systématiquement la collaboration avec le secteur de la santé. Les programmes nutritionnels ne peuvent atteindre un impact optimal sans liens avec le système de santé. Les ONG devraient établir des partenariats formels avec les autorités sanitaires, intégrer le dépistage nutritionnel et l'orientation dans les activités communautaires, et aligner les messages sur les effets de promotion de la santé.
- Deuxièmement, renforcer l'empowerment économique parallèlement à la participation sociale. Le renforcement des capacités devrait s'étendre au-delà des compétences techniques agricoles pour inclure l'autonomie financière, la mobilisation de l'épargne, les activités génératrices de revenus et l'accès au marché. Les associations villageoises d'épargne et de crédit, comme mises en œuvre au Soudan du Sud [26], offrent des modèles promoteurs,
- Troisièmement, concevoir pour la durabilité dès le départ. Les stratégies de sortie ne devraient pas être des réflexions après coup mais des composantes intégrales de la conception du programme, avec des plans clairs de transfert des compétences, des transitions progressives de responsabilités et des mécanismes de suivi à long terme. Le renforcement de la capacité organisationnelle locale devrait être un objectif principal, pas une considération secondaire.
- Quatrièmement, adopter un suivi et une évaluation participatifs. Impliquer les communautés dans le suivi des progrès améliore la responsabilisation, permet une gestion adaptative et génère des données probantes localement pertinentes pour la prise de décision.

## V. CONCLUSION

Cette étude a évalué le rôle d'une ONG locale (SOPAM) dans l'amélioration de la nutrition communautaire en milieu rural en RDC, révélant à la fois des réalisations et des défis persistants.

L'approche participative et multisectorielle a favorisé l'empowerment social et l'adoption de pratiques agricoles durables, démontrant le potentiel des interventions communautaires dans les contextes fragiles à faibles ressources. Cependant, la dépendance économique, la collaboration institutionnelle incomplète (particulièrement l'exclusion du secteur de la santé) et le transfert partiel des compétences menacent la durabilité à long terme.

Nos résultats suggèrent qu'une programmation communautaire efficace nécessite plus que des interventions techniques agricoles et la participation communautaire. Elle exige des stratégies délibérées pour l'empowerment économique, l'intégration systématique du secteur de la santé et la planification de la durabilité dès la conception du programme.

Pour la SOPAM et les organisations similaires, le renforcement de l'autonomie économique par des activités génératrices de revenus, la formalisation des partenariats avec le secteur de la santé et le développement des plans explicites de transfert des compétences sont des priorités critiques.

La recherche future devrait évaluer la durabilité dans le temps, incorporer des indicateurs sanitaires quantitatifs pour compléter les perceptions qualitatives et explorer l'efficacité des interventions intégrées agriculture – santé dans des contextes ruraux africains comparables.

Malgré les défis, les interventions d'ONG ancrées localement restent essentielles pour lutter contre la malnutrition dans les contextes où la capacité étatique est limitée, mais leur conception doit évoluer pour répondre à la complexité complète des déterminants de la nutrition et assurer un impact durable.

## Remerciements

Les auteurs remercient la direction et le personnel de terrain de la SOPAM pour leur coopération, les agents des services publics qui ont participé aux entretiens, et les délégués des associations paysannes qui ont généreusement partagé leurs expériences.

Nous remercions l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa pour son soutien institutionnel et la

## De la participation à la durabilité : évaluation...

Division Provinciale de la santé du Kongo-Central pour l'autorisation de recherche.

### REFERENCES

1. FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. The State of Food Security and Nutrition in the World 2024. Rome: FAO; 2024.
2. Black RE, Victora CG, Walker SP, Bhutta ZA, Christian P, de Onis M, et al. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *Lancet*. 2013;382(9890):427-51.
3. FAO. Regional Overview of Food Security and Nutrition – Africa 2024. Accra: FAO; 2024.
4. IPC Global. Acute Food Insecurity Snapshot: July–December 2024. Rome: Integrated Food Security Phase Classification; 2024.
5. Gafa D, Chachu D. Explaining Food Insecurity in Sub-Saharan Africa: The Role of Governance and Institutions. Nairobi: African Economic Research Consortium; 2024.
6. Bhutta ZA, Das JK, Rizvi A, Gaffey MF, Walker N, Horton S, et al. Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? *Lancet*. 2013;382(9890):452-77.
7. Ruel MT, Quisumbing AR, Balagamwala M. Nutrition-sensitive agriculture: What have we learned so far? *Global Food Security*. 2018;17:128-53.
8. Banks N, Hulme D, Edwards M. NGOs, states, and donors revisited: Still too close for comfort? *World Development*. 2019;121:105-18.
9. Ruel MT, Alderman H. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet*. 2013;382(9891):536-51.
10. Gillespie S, van den Bold M. Agriculture, food systems, and nutrition: meeting the challenge. *Global Challenges*. 2017;1(3):1600002.
11. Girard AW, Self JL, McAuliffe C, Olude O. The effects of household food production strategies on the health and nutrition outcomes of women and young children: a systematic review. *Paediatric and Perinatal Epidemiology*. 2012;26(s1):205-22.
12. Wallerstein N. What is the evidence on effectiveness of empowerment to improve health? Copenhagen: WHO Regional Office for Europe; 2006.
13. Zimmerman MA. Empowerment theory: Psychological, organizational, and community levels of analysis. In: Rappaport J, Seidman E, editors. *Handbook of Community Psychology*. New York: Springer; 2000. p. 43-63.
14. Prost A, Colbourn T, Seward N, Azad K, Coomarasamy A, Copas A, et al. Women's groups practising participatory learning and action to improve maternal and newborn health in low-resource settings: a systematic review and meta-analysis. *Lancet*. 2013;381(9879):1736-1746.
15. Ansell C, Gash A. Collaborative governance in theory and practice. *Journal of Public Administration Research and Theory*. 2008;18(4):543-571.
16. Emerson K, Nabatchi T, Balogh S. An integrative framework for collaborative governance. *Journal of Public Administration Research and Theory*. 2012;22(1):1-29.
17. Ebrahim A, Rangan VK. The governance of social enterprises: Expanding the frontiers of NGO effectiveness. *Academy of Management Journal*. 2021;64(3):601-27.
18. Ager A, Yu G, Hermosilla S. Mapping the evidence on the sustainability of development interventions in low- and middle-income countries: a scoping review. *Development Policy Review*. 2023;41(2):e12645.
19. United Nations. Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development. New York: UN; 2015.
20. Patton MQ. *Qualitative Research and Evaluation Methods*. 4th ed. Thousand Oaks: Sage; 2015.
21. Ritchie J, Spencer L. Qualitative data analysis for applied policy research. In: Bryman A, Burgess R, editors. *Analyzing Qualitative Data*. London: Routledge; 1994. p. 173-94.

22. Savoie-Zajc, L. [2011]. « La recherche qualitative/interprétative ». Dans T. Karsenti & L. Savoie-Zajc [dir.], *La recherche en éducation : étapes et approches* [3e éd.]. Sherbrooke : Éditions du CRP.
23. Mansuri G, Rao V. Community-based and -driven development: a critical review. *World Bank Research Observer*. 2019;34[1]:1-45.
24. Cornwall A, Brock K. What do buzzwords do for development policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'. *Third World Quarterly*. 2005;26(7):1043-60.
25. Webb P, Boyd E, de Pee S, Lenters L, Bloem M, Schultink W. Nutrition in emergencies: Do we know what works? *Food Policy*. 2014;49:33-40.
26. Leroy JL, Ruel M, Habicht JP, Frongillo EA. Using height-for-age differences [HAD] instead of height-for-age z-scores [HAZ] for the meaningful measurement of population-level catch-up in linear growth in children less than 5 years of age. *BMC Pediatrics*. 2015;15(1):145.
27. WHO. Essential Nutrition Actions: mainstreaming nutrition through the life-course. Geneva: World Health Organization; 2019.
28. Kung'u JK, Pendame R, Ndiaye MB, Gerbou E, Zoma RL, Mwangi AM, et al. Integrating nutrition into health systems at community level: Impact evaluation of a community-level nutrition project in Ethiopia, Kenya, and Senegal. *Maternal & Child Nutrition*. 2018;14(S1):e12456.